FICHE D'ACTUALITÉ 2025

La portée des discours proférés par l'extrême-droite

GROUPE SYNDICAL ANTIFASCISTE
ANTIFASCISTISCHE VAKBONDSGROEP

FGTB-ABVV Bruxelles-Brussel
CEPAG BXL

FGTB Bruxelles
Rue de Suède 45,
1060 Bruxelles

Contexte

Face à la montée des idées d'extrême droite qui se propagent de manière insidieuse, souvent par le biais de mensonges et de manipulations, il est essentiel de se mobiliser activement.

C'est dans cet esprit que le groupe syndical antifasciste du CEPAG Bruxelles a entrepris de se transformer en un groupe engagé et porteur de changement.

En février 2024, ce groupe s'est réuni durant trois journées d'échanges et de débats pour approfondir trois objectifs majeurs :

1. Comprendre : analyser les mécanismes et sensibiliser à l'impact des discours véhiculés par l'extrême droite.

2. S'organiser : structurer des actions concrètes pour devenir un acteur clé dans la lutte contre l'extrême droite.

3. Déconstruire : contribuer à l'élaboration d'un manuel pratique pour déconstruire les idées de l'extrême droite.

Cette fiche d'actualité est le fruit direct de ce travail collectif. Elle s'inscrit dans la volonté du groupe de partager des outils concrets pour lutter contre l'extrême droite et déconstruire ses discours.

Table des matières

1 Origines, discours et stratégies 4

2 Syndicalisme et extrême-droite, entre haine et tentatives d'infiltration 7

- Le discours social de l'extrême droite 9
- Le syndicalisme fasciste 12
- L'infiltration des syndicats 16

3 Statut de la femme, régression culturelle et instrumentalisation du féminisme 18

- Les femmes au prisme des valeurs de l'extrême droite 18
- L'exemple du nazisme dans les années 30 19
- La lutte syndicale et féministe contre la droitisation 20

4 Ecologie et environnement dans le discours de l'extrême-droite 22

5 Enseignement, culture : entre propagande et radicalité 27

6 Racisme et antisémitisme 29

7 Conclusion 31

1 Origines, discours et stratégies

Pour rechercher les origines des discours racistes et identitaires que nous entendons, nous ne devons pas seulement faire appel à l'histoire mais aussi à la sociologie et à la psychologie. Cette introduction ne se veut pas exhaustive, mais est destinée à vous donner des pistes de réflexion pour nourrir le travail collectif.

La notion d'identité est fondatrice des discours de droite radicale et d'extrême-droite. Ils assignent aux uns et aux autres, en fonction de l'origine, de la religion présumée, du statut social ou du genre, des identités qui sont réductrices de leur personne. Ces assignations identitaires sont clivantes et meurtrières.

Dans l'Antiquité, ces identités établissaient une opposition entre les citoyens et les esclaves. Les esclaves, souvent issus de l'extérieur de la communauté, étaient automatiquement relégués à un statut inférieur. En revanche, les citoyens constituaient une minorité de la population : il s'agissait exclusivement d'hommes nés libres dans leur cité. Les femmes ainsi que les étrangers libres étaient également exclus de la citoyenneté.

Cette différenciation entre sujets libres et non libres se retrouve au Moyen Âge et sert de fondement au statut des esclaves durant la traite transatlantique, et plus tard dans les temps modernes, avec le servage puis le colonialisme.

Le siècle des Lumières rompt avec la notion de barbarie en promouvant le concept d'humanité universelle. Pour les principaux tenants de cet universalisme, les femmes n'en restaient pas moins exclues. L'émergence des romans nationaux au cours du XIXème siècle nous fait faire un pas en arrière, en opposant les identités nationales.

Des origines communes aux nationaux sont invoquées, comme le mythe de « nos ancêtres les gaulois » ou le mythe allemand de Arminius, ce germain qui aurait combattu les troupes de César en des temps mémorables, sans oublier Ambiorix en Belgique. Ces identités nationales vont causer bien des ravages, au cours des guerres de la fin de XIXème et de la première moitié du XXème siècle.

L'extrême-droite se nourrit de ces discours nationaux, qui font un retour inquiétant.

Si le fascisme est une des conséquences de l'industrialisation chaotique de l'Italie au début du XXème siècle, son retour aujourd'hui est fortement lié au processus inverse de la désindustrialisation brutale des économies occidentales.

Son discours donne des éléments de réponse aux exclus, victimes des mutations de l'économie. Ce sont ces périodes disruptives qui nourrissent le rejet des élites politiques, économiques et sociales, l'antiparlementarisme, la xénophobie, la violence politique.

Le fascisme oppose l'idéal corporatiste à la société libérale. Contre cette société du chacun pour soi et du tous contre tous, dans laquelle les populations laborieuses se savent à tous les coups perdantes, le corporatisme propose une perspective rassurante où chacun a sa place dans le processus de production.

Le fascisme rejette aussi toute idée de solidarité et d'égalité de genre, vis-à-vis des personnes en situation de handicap, des personnes âgées et des migrants.

La question migratoire est, par essence, un élément central des discours fascisants, en évoquant évidemment l'étranger, le barbare, l'ennemi. Ce sont des boucs émissaires tout choisis, pour déplacer, expurger, sur les autres toute la violence des transformations économiques que les travailleurs subissent, de l'effondrement de l'état social et de la carence des services publics.

Enfin, la religion a de tout temps servi d'argument pour justifier et amplifier le rejet de l'autre, de celui qui n'est pas comme nous, qui pense et vit autrement.

Nous vivons aujourd'hui dans une ville cosmopolite, aux innombrables identités, aux 160 nationalités. C'est au contraire une chance, une source de progrès humain, qu'il faut saisir.

Si les cadres internationaux forment une classe à part de nantis, nombreux sont les hommes et femmes qui vivent de leur force de travail et contribuent par leur labeur à l'essor de la ville. Nous devons opposer aux tentations fascistes les solidarités ouvrières, qui fondent notre engagement syndical, qui ne connaissent pas les frontières, ne font pas de distinction d'origine, de genre, de religion.

Ensemble, nous serons toujours plus forts.

2 Syndicalisme et extrême-droite, entre haine et tentatives d'infiltration

En France, les employés, les ouvriers et les travailleurs sans-emploi constituent le cœur de l'électorat du Rassemblement National et de Marine Le Pen. Ainsi, au second tour des dernières élections présidentielles françaises, on peut noter que 67% des ouvriers ont préféré voter pour elle plutôt que pour Emmanuel Macron.

Plus alarmant encore, une part non négligeable de personnes qui se définissent comme étant de gauche ont voté pour Le Pen face à Macron (41% des sympathisants de la France Insoumise se sont rabattus sur elle au second tour). Il est donc pertinent de se poser la question : comment une part aussi importante de la classe travailleuse s'est-elle tournée vers l'extrême-droite ?

Il existe une multitude de facteurs qui peuvent expliquer cette progression : crise économique (« le fascisme n'est rien d'autre que le capitalisme quand il a perdu ses freins »[1]), crise démocratique (réorganisation partisane de la société avec une lutte au sein de la bourgeoisie pour prendre le pouvoir, « affaires[2] », etc.), mais aussi une crise sociale : celle de la gauche.

1 Horkheimer, Max. « Pourquoi le fascisme ? » Esprit, no. 17 (5), 1978, pp. 62–78.

2 Ainsi, alors que les portugais votent le 10 mars aux législatives, les dernières affaires de corruption - tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique - profite au nouveau parti d'extrême-droite Chega (2019) que les sondages annoncent troisième aux législatives. En Wallonie, région touchée par de nombreuses "affaires"(Greffier, Nethys, Publifin), seulement 40% de la population dit avoir confiance dans les institutions politiques.

Les partis socialistes européens ont progressivement embrassé la « troisième voie » de Tony Blair, au détriment de la classe travailleuse. En effet, alors qu'historiquement les partis de gauche étaient des partis de masse, qui jouaient un rôle important dans l'émancipation des travailleurs à travers leurs formations, mais également à travers la place laissée aux ouvriers dans les organes décisionnels des formations politiques, ils sont devenus des partis de cadre.

Comment ? Si le Parti des ouvriers de Belgique (P.O.B.) n'a jamais été un parti révolutionnaire, il a progressivement abandonné son idéal de réformes, appuyées par la rue, pour le jeu parlementaire[3].

Par-là, il a dû étendre son électorat en flattant les classes moyennes qui se sont petit à petit installées dans le parti à la place de l'électorat historique de la gauche – une stratégie défendue notamment par l'association Terra Nova en France auprès du PS français à qui elle conseille de se concentrer sur un électorat plus diplômé à la place des ouvriers qu'il devrait laisser à l'extrême-droite.

terra nova
LE THINK TANK PROGRESSISTE

Ces changements participent au tournant socio-libéral qu'ont pris ces quarante dernières années tous les partis socialistes traditionnels d'Europe, avec non plus la défense de l'État social, mais celui de l'État social actif.

Cela explique en partie pourquoi les travailleurs sont de moins en moins enclins à voter pour les partis socialistes. Dit autrement, la crise de la gauche profite aujourd'hui à l'extrême-droite qui adapte de plus en plus son discours pour tirer vers elle les "fâchés pas fachos".

3 Mateo Alaluf "Le socialisme malade de la social-démocratie".

Le discours social de l'extrême droite

Les crises économiques successives en Belgique et en Europe ont ouvert des brèches à l'extrême droite, au sein du mouvement ouvrier.

Certaines organisations d'extrême-droite ont pris un tournant stratégique en mettant en avant des thématiques sociales, parfois même au détriment de leurs discours racistes - brouillant par-là les frontières entre la gauche et la droite, entre le camp du travail et le camp du capital. Ce phénomène est, comme nous le verrons, loin d'être nouveau. Du fascisme syndicaliste de Mussolini au plagiat des tracts du PCF par les premiers élus du Front national dans le Nord de la France, et même l'organisation d'une activité le premier mai 1996 par le Vlaams Belang (VB), l'extrême-droite a toujours eu besoin des masses, et donc, des travailleurs pour s'établir et prospérer.

Pour ce faire, l'extrême-droite a agi sur différents fronts : en discourant en faveur des intérêts de la classe travailleuse, mais aussi en s'intéressant de près aux syndicats avec plus ou moins de réussite et, comme nous le verrons, avec des pratiques contradictoires ; une sorte de relation amour-haine, tiraillé entre la haine de la gauche et l'intérêt qu'elle porte à la classe travailleuse.

En faisant évoluer leurs discours vers des thématiques sociales, l'extrême-droite doit faire face à une contradiction fondamentale : servir l'intérêt du patronat – dont une partie soutient financièrement, médiatiquement, etc. les partis d'extrême-droite – tout en s'affichant comme un parti de classe. Cette contradiction est particulièrement visible lorsque l'on observe les différences entre le discours et les réformes votées ou appliquées par l'extrême-droite.

« Les personnes dans le besoin ne reçoivent pas souvent le soutien dont elles ont besoin et auquel elles devraient en réalité avoir droit. Beaucoup de gens reçoivent une pension après une vie de dur labeur qui ne suffit même pas à couvrir leurs dépenses quotidiennes. Les personnes handicapées ayant légalement droit à un soutien se retrouvent souvent sur liste d'attente. De même pour ceux qui cherchent un logement social abordable. Malgré toutes les promesses, les chiffres de la pauvreté sont alarmants. Un avenir abordable. L'augmentation du coût de l'énergie et les mesures d'austérité des gouvernements ont rendu la vie des Flamands considérablement plus chère, voire inabordable pour certains. Nos citoyens d'abord. Le Vlaams Belang défend une sécurité sociale solide et un filet de sécurité sociale fort pour notre pays »[4].

4 Extrait du site du Vlaams Belang

Le VB défend une hausse des pensions, une diminution des coûts énergétiques, la fin des mesures d'austérité, le développement de la sécurité sociale et de l'assistance sociale. En soit, un discours qu'Ecolo, le PS ou le PTB auraient pu tenir.

Cette façade sociale disparaît rapidement quand on se penche sur les comportements politiques réels de l'extrême-droite. Prenons encore exemple sur les votes de Vlaams Belang et ceux du Rassemblement National.

De manière non-exhaustive, on peut noter que :

- Alors qu'ils affirment défendre le pouvoir d'achat et les salaires, les élus du VB au parlement fédéral ont durci la loi de 1996 en votant en 2017 pour la rendre contraignante - comme le reste de la droite belge. On peut également noter qu'en 1996, ils avaient voté contre la loi de 1996 car ils trouvaient qu'elle n'allait pas assez loin dans la défense du capital face au salariat.

- Le VB, qui défend l'augmentation du salaire minimum et la fin du dumping social, a pourtant voté en 2022 contre la première au parlement européen - empêchant ainsi une diminution du second.

- Le VB défend la baisse de l'âge légal de la pension de 67 à 65 ans et une hausse du montant. En même temps, ses élus défendent la pension à point (qui pénalise les faibles revenus - en particulier les temps partiels et, donc, les femmes) et l'allongement du temps de carrière pour financer le coût du vieillissement.

- Le VB défend également une justice fiscale. Or, au parlement européen, ses élus ont voté contre l'instauration d'une liste noire des paradis fiscaux européens, contre un cadastre des impôts payés par les multinationales et contre la taxe corona visant les plus fortunés.

- En 2017, le VB a voté pour la chasse aux malades longue durée (licenciement sans préavis et indemnités si le malade est déclaré inapte par la médecine du travail).

- En France, faisant campagne sur la question du pouvoir d'achat, le RN a voté contre l'augmentation des salaires brut des travailleurs.

- Le RN a également voté contre la hausse du SMIC (alors que 84% des électeurs du RN souhaitent le contraire). A la place, ses élus ont proposé de diminuer les cotisations patronales.

- Sur les impôts, les grandes fortunes et multinationales sont favorisées par le RN qui défend la suppression des cotisations foncières des entreprises et les impôts de production. Le parti souhaite également supprimer l'impôt sur la fortune immobilière et se sont abstenus sur la suppression de l'ISF.

- Sur le pouvoir d'achat, alors que 93% des électeurs du RN souhaitent le blocage des prix, le parti a voté contre à l'Assemblée nationale.

- Sur les traités de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis, le RN a été systématiquement absent lors des votes au parlement européen.

Le Vlaams Belang et le Rassemblement National défendent donc des positions pro-patronales dans les différents parlements où ils siègent. Et quand l'extrême-droite est au pouvoir, les choses ne sont pas différentes :

- En 2018, Viktor Orban a permis aux employeurs de demander jusqu'à 400 heures supplémentaires annuelles à leurs employés, payables trois ans plus tard.

- Le 1er mai 2023, Georgia Meloni a promulgué une loi mettant fin au revenu de citoyenneté (équivalent du RIS).

- Jaïr Bolsonaro a amplifié la destruction de l'Amazonie en autorisant les multinationales à s'y étendre au détriment des indigènes et, plus largement, de la population brésilienne et des syndicats qui s'y sont opposés.

- Javier Milei, à peine arrivé au pouvoir, a proposé un grand plan de dérégulation de l'économie. Il a ainsi déclenché la grève générale la plus rapide de l'histoire d'Argentine face à un président.

Par conséquent, tandis qu'une partie de l'extrême-droite tend à se positionner sur les enjeux socio-économiques, on observe néanmoins que dans la pratique, celle-ci reste opposée aux intérêts des travailleurs.

Il y a donc bien une contradiction fondamentale sur laquelle l'extrême-droite navigue : atteindre la classe travailleuse tout en défendant les intérêts de la bourgeoisie[5]. Cette contradiction se retrouve aussi, comme nous allons le voir, dans la manière dont l'extrême-droite aborde les organisations syndicales.

5 On peut noter par exemple que le VB est soutenu par des lobbies comme Pro Flandria qui rassemblent des patrons flamands, des universitaires et des journalistes d'extrême-droite.

Le syndicalisme fasciste

L'extrême-droite s'est construite (et se construit toujours) contre les lumières, puis contre les communistes et les organisations ouvrières. Elle a attaqué (et attaque toujours) de manière extrêmement violente les militants de gauche, en se constituant parfois en milice antisyndicale/police politique, briseurs de grève et d'oppositions sociales.

En même temps, l'extrême-droite n'a pas intérêt à se couper intégralement des syndicats car elle sait qu'elle a besoin du soutien de la classe travailleuse pour mener à bien ses projets, mais aussi qu'une partie influente de cette classe y est organisée. Elle a donc dû diversifier ses tactiques à l'égard des syndicats : répressions, divisions, infiltrations ou encore créations de leurs propres syndicats, les organisations d'extrême-droite recourent à tout un arsenal pour se mettre les travailleurs dans la poche - et ce en tentant au maximum d'articuler des tactiques parfois contradictoires.

George Sorel, métaphysicien du syndicalisme, fut l'un des premiers contributeurs au syndicalisme fasciste dans les années xxxx. Venant d'une tendance syndicaliste révolutionnaire, il abandonne progressivement le socialisme pour le fascisme. Il plaida alors pour associer le nationalisme italien au syndicalisme ; mouvement suivi après la première guerre mondiale par la majorité des syndicats italiens.

George Sorel

Si Georges Sorel l'a théorisé, Mussolini fut l'un des premiers à combiner fascisme et syndicalisme. Issu de la gauche (dont il a gardé le vocable), Mussolini réinterprète Marx façon Sorel et défend l'idée que la révolution sociale n'est pas la lutte des classes, mais le productivisme corporatiste au service de la nation où patrons et travailleurs prennent les décisions ensemble. Pour lui, les syndicats ont donc un rôle important à jouer sous le régime fasciste. Ainsi, en 1922, il place Rossoni au poste de secrétaire général de la Confédération générale des corporations syndicales fascistes qui, en 1928, compte environ 3 millions d'affiliés. Dès ses débuts, le fascisme s'est donc intéressé de très près aux syndicats - Rossoni défendant même le rôle avant-gardiste de ces organisations dans la révolution fasciste.

Mussolini

A l'aube de l'histoire, on peut donc observer que l'extrême-droite a une relation beaucoup plus ambivalente qu'on le pense à l'égard des syndicats. En effet, parallèlement à la répression par les armes ou par la loi, l'extrême-droite crée et infiltre les syndicats avec plus ou moins de succès.

La création de syndicats par l'extrême-droite s'appuie généralement sur une critique des syndicats actuels – trop politiques, pas assez représentatifs de la société, saboteurs de l'économie, etc. En France par exemple, cette critique des syndicats par l'extrême-droite se focalise sur le fait que ceux-ci, en soutenant l'immigration, nuisent aux travailleurs français, mais aussi que les syndicats ne veulent plus de dialogue social et que les actions telles que la grève sont des entreprises de sabotage de l'économie française.

De là, le RN avance une solution (suivie, comme nous allons le voir, par d'autres organisations d'extrême-droite) : changer la loi pour permettre la création de nouveaux syndicats. L'idée est de s'attaquer aux lois de la représentativité syndicale afin de faciliter l'émergence de nouveaux syndicats autonomes plus proches de leurs idées - participant ainsi à diviser le mouvement ouvrier.

En attendant un tel changement, le RN a déjà pris l'initiative de créer ses propres structures syndicales. Dans les années 1990, ils ont ainsi fondé le syndicat front national, qui couvrait la police (FN Police), les transports en commun (FN RATP, FN-TCL), les prisons (FN-Pénitentiaire et Force nationale pénitentiaire), la poste (FN Poste), l'enseignement (Mouvement pour un enseignement national) et, même, le FN des locataires des HLM. Ces centrales syndicales ne connurent jamais une véritable percée du fait de la lutte menée contre eux par les syndicats représentatifs et les lois françaises empêchant jusqu'ici l'émergence de petits syndicats.

Plus haut, nous avons dit que le syndicalisme fasciste est arrivé avec Mussolini. Mais c'est en France qu'on retrouve le premier syndicat réactionnaire, proche de ce qu'a été le syndicalisme fasciste ensuite. En effet, en 1902 est créé la Fédération Nationale des Jaunes de France suite à une loi permettant aux patrons de créer leurs propres organisations ouvrières. Le syndicalisme jaune se définit alors par la tentative de fédérer autour de la collaboration de classe et l'antisémitisme. Plus tard, en 1930, le Parti Social Français, héritier des Croix-De-Feu (association d'anciens combattants), promeut la création de syndicats d'extrême-droite - ce qui fut soutenu par des militants sur le terrain par un activisme violent à l'encontre des autres syndicats. Après la seconde guerre mondiale, d'anciens soutiens du régime de Vichy poursuivent cette stratégie et crée en 1948 de la Confédération générale des syndicats indépendants, organisée principalement autour de l'anticommunisme.

En Belgique, le Vlaams Blok/Vlaams Belang a tenté de présenter ses propres listes de candidats aux élections sociales en créant une cellule syndicale au sein du parti. Ces plans ont échoué et l'on peut se demander si l'annonce de ces listes électorales ne faisait pas plutôt partie d'une opération stratégique visant à s'attaquer aux syndicats plutôt qu'à chercher une véritable percée dans les élections sociales. Néanmoins, en 2011 est fondé le Vlaamse Solidaire Vakbond (VSV) ; un syndicat d'extrême-droite qui se revendique du nationalisme flamand.

Indépendant des partis politiques, il compte néanmoins plusieurs membres de la NV-A dans son conseil d'administration. Ici aussi, la lutte syndicale contre l'extrême-droite et la législation ont empêché ce syndicat (avec moins de 50 000 membres) de présenter de candidats aux élections sociales.

Dans d'autres pays européens voisins, l'extrême droite tente toujours de s'implanter sur les lieux de travail. En Allemagne, le groupe d'extrême droite « Zentrumautomobile » (ZA) a déposé des listes aux élections sociales et plusieurs membres ont été élus dans les usines Daimler. ZA se présente comme une force contraire au syndicat classique « établi » et prétend défendre les « travailleurs ordinaires ». Selon les militants syndicaux concernés, ce groupement communique de manière très agressive et affirmée lors des réunions du personnel, mais adopte plutôt une attitude passive, voire apathique, dans les organes de consultation à huis clos.

En 2020, le parti d'extrême-droite espagnol Vox a également créé son propre syndicat pour « défendre tous les Espagnols contre la nomenclature communiste et les puissants intérêts mondialistes » : Solidaridad (SPDSTE), qui est lié au syndicat majoritaire dans la police espagnole : JUPOL. Cette organisation syndicale défend la réduction des financements des syndicats, la diminution du nombre de délégués en entreprise, la fin de l'immigration, un contrôle financier, etc.

L'extrême-droite cherche également à restreindre les libertés syndicales en contrôlant les financements des syndicats. En Belgique, cela se traduit par la volonté de ces partis de donner une personnalité juridique aux syndicats - ce qui permettrait de les poursuivre en justice, mais aussi de réduire leurs financements.

Depuis longtemps, le syndicalisme d'extrême-droite fait également partie du paysage politique dans les milieux étudiants - notamment en France, mais aussi en Belgique (particulièrement en Flandre). Ainsi, en France, en réaction au mouvement de Mai 68, d'anciens militants d'Occident fondent le Groupe union défense, un syndicat étudiant extrêmement violent dont sont héritières aujourd'hui différentes organisations étudiantes comme les Zouaves Paris et le Bastion social. Suite à leur dissolution par le gouvernement français, le GUD se relance en 2022. Plus présentable, il existe également la Cocarde Étudiante, qui a été fondée en 2015. Même si elle n'a obtenu aucun siège aux dernières élections, elle couvre actuellement la moitié du territoire français.

En Belgique, on peut noter la volonté de l'extrême-droite wallonne de s'implanter sous la forme de syndicats étudiants depuis plusieurs années avec Jeunes Nations. Les Jeunes de Chez Nous sont également présents dans certaines universités, notamment à Liège. Mais c'est en Flandre que l'extrême-droite est la plus implantée, mais plutôt à travers les cercles étudiants.

L'infiltration des syndicats

Souvent, n'ayant pas les forces pour créer leurs propres structures, les organisations d'extrême-droite ont plutôt opté pour l'infiltration des syndicats – ici aussi avec plus ou moins de succès.

En France, on peut noter deux grosses tentatives d'infiltration par l'extrême-droite afin de peser sur la ligne syndicale et recruter dans la classe travailleuse. D'abord, il y a la création en 1936 de la tendance "Syndicats" au sein de la CGT. Celle-ci rassemble les anticommunistes et s'organise autour de deux axes : la défense de l'indépendance syndicale contre la « colonisation communiste » (la progression de l'influence des communistes au sein de la CGT) et le pacifisme, qui justifie en fait la non-intervention du gouvernement Blum pour défendre l'Espagne républicaine, puis pour accepter l'annexion de l'Autriche-Hongrie et de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie. En outre, dans les mouvements sociaux, cette tendance se différencie du reste de la CGT par la défense « d'un syndicalisme constructif qui n'exclurait pas la collaboration avec le patronat .

Bien que peu connue, cette tendance fut assez importante en termes d'influence. Par exemple, lors du Congrès Fédéral de la CGT en 1938, les motions que cette tendance défend recueillent plus d'un tiers des votes (865 000 syndiqués) soit un cinquième des effectifs de la CGT. Elle prend fin avec le gouvernement de Vichy où René Belin[6] accepte d'entrer au gouvernement en tant que ministre de la production industrielle, puis secrétaire d'État au travail. Il recrute auprès de lui de nombreux anciens de "Syndicats". Il fut celui qui signa en 1940 la dissolution des confédérations syndicales et patronales et la Charte du travail en 1941, qui prévoyait l'instauration du corporatisme avec la mise en place d'un syndicat unique et obligatoire, l'interdiction de grève et l'entente entre patrons et travailleurs au sein de « comités mixtes sociaux ». A la fin de la guerre, les militants de « Syndicats » participèrent à la naissance du syndicalisme indépendant avec notamment la création de la CGSI.

La deuxième grosse tentative de l'extrême-droite française est plus récente. Il s'agit de la tentative de l'ancien Front National d'infiltrer le syndicat Force Ouvrière (FO) – stratégie préconisée notamment par Florian Philippot (l'un des stratèges du tournant social du FN) qui ira jusqu'à dire que « Chez Force ouvrière, ils sont ouverts et respectueux », tandis que le collectif Racine (satellite du RN en matière d'éducation) soutiendra officiellement en 2014 Force ouvrière dans les élections sociales. La stratégie a permis à l'extrême-droite de progresser dans la classe travailleuse. On observe en effet que, depuis 2012, il y a une sympathie de plus en plus grande des adhérents de ce syndicat au Front national (10 points de plus que dans les autres centrales syndicales).

6 Figure de ce courant

Pourquoi spécifiquement infiltrer FO ? D'abord, parce que, contrairement aux autres syndicats, cette dernière ne s'est pas positionnée clairement contre l'extrême-droite - aucune sanction n'est prévues à l'encontre des syndicalistes FO sur les listes du FN par exemple. Ensuite, la structure du syndicat est extrêmement décentralisée. Cela donne une marge de manœuvre importante aux sections locales. Enfin, il y a toujours eu des militants d'extrême-droite au sein de la FO qui sont là pour influencer la ligne du syndicat. Née en 1947 d'une scission au sein de la CGT, FO rassemble alors tous ceux qui s'opposent aux communistes : socialistes, trotskistes, anarcho-syndicalistes, mais également des militants d'extrême-droite qui, avec les anarchistes, poussent pour faire de FO un syndicat centré sur les questions économiques et uniquement là-dessus. Cette stratégie d'entrisme est visiblement encore soutenue au sein du FN qui a créé le « cercle Front Syndical » pour assurer la défense des militants et candidats membres d'un syndicat.

[CERCLE FRONT SYNDICAL]
FRONT NATIONAL

FO
la force syndicale

Ce phénomène n'est bien sûr pas limité à la France. En Pologne, par exemple, Solidarność a pris un tournant national-conservateur chrétien. Il participe aux luttes contre l'émancipation des femmes et des personnes LGBT par exemple. En Italie, il y a le petit syndicat de droite l'Unione Generale del Lavoro (UGL), qui entretient des liens avec la Lega (Ligue du Nord). L'UGL se définit comme étant intéressé uniquement par les questions syndicales « classiques » et a la réputation, dans sa pratique syndicale, d'être aligné sur le patronat (et la politique de la Lega). Meloni en a d'ailleurs fait son interlocuteur social privilégié en prenant le pouvoir.

UGL
Unione Generale
del Lavoro

SOLIDARNOŚĆ

3 Statut de la femme, régression culturelle et instrumentalisation du féminisme

Les femmes au prisme des valeurs de l'extrême droite

Les partisans de l'extrême droite traditionnelle se caractérisent par un nationalisme fondé sur le rejet de l'étranger. Dans leur vision, le monde et les sociétés sont « naturellement » hiérarchisés, avec tout aussi naturellement une hiérarchie des races avec ou sans couleur, des riches et des pauvres. La propriété privée est sacralisée et se transmet uniquement par le biais de l'héritage familial. La vision de la famille est pensée sur le même mode hiérarchique patriarcal et autoritaire, c'est l'institution première dans laquelle on apprend l'allégeance et la soumission à l'ordre établi. Les différences entre les sexes sont naturalisées et essentialisées : les femmes sont assignées à la reproduction (éducation et soins aux enfants) comme à un destin et le travail domestique est « naturellement » bénévole et donc gratuit. Dans le cas où la femme travaille, son activité professionnelle est considérée comme une activité d'appoint ou de remplacement, ce qui justifie des droits inégaux et un salaire moins élevé. Le marqueur central de l'extrême-droite traditionnelle est l'inégalité « naturelle ».

Actuellement, nous voyons en Europe et dans le monde, des mutations de l'extrême-droite traditionnelle, vers une « nouvelle » droite, devenue néolibérale. Cette nouvelle extrême-droite a arrondi certains angles, notamment concernant l'acceptation de l'égalité en droit des femmes et des hommes. Mais dans la réalité, cela consiste plutôt en une concession à l'égalité des femmes de niveau supérieur ou des femmes blanches mais pas de toutes les autres femmes de la planète. Les positions de l'extrême droite ont évolué vers une certaine liberté en matière de mœurs, la reconnaissance de la liberté de choix individuel et une ouverture en matière d'acceptation des minorités sexuelles par certains partis politiques. Mais ce soutien à certaines revendications égalitaires est plutôt une stratégie pragmatique d'adaptation au contexte sociétal. Ce que l'on voit en effet, c'est plutôt une instrumentalisation de ce discours dans le but de stigmatiser d'autres groupes minoritaires. Il s'agit là d'un focus purement idéologique et identitaire sans qu'il y ait de reconnaissance des inégalités structurelles dans la société et l'économie/ le monde du travail/ le capitalisme dans sa mutation néolibérale.

L'exemple du nazisme dans les années 30

Sous le nazisme en Allemagne, le régime vantait une vision des femmes résumée par les 3K (Kinder, Küche, Kirche – Enfants, Cuisine, Eglise), qui illustrait la volonté de cantonner les femmes dans le rôle de mère, de femme au foyer et de reproductrice de la race aryenne. Afin de mettre en place cette politique, il excluait les femmes du marché du travail en réduisant leur accès à la formation, en les orientant vers les « arts » ménagers (famille, enfant, foyer). Par la suite, en 1936, l'exercice de certaines professions a été interdit aux femmes diplômées (médecin, magistrat/avocat, …), tout en valorisant le rôle de la mère de famille. Le nazisme lance la glorification des mères au foyer et des familles nombreuses avec une médaille patriotique à partir de 4 enfants. Ce type de médaille a existé dans d'autres pays, comme en France sous le régime fasciste de Pétain (Travail, Famille, Patrie), qui octroyait des médailles aux mères des familles nombreuses et exécutait les « faiseuses d'anges ». On remarque que, sous le régime nazi, la femme n'a eu accès le plus souvent qu'à des tâches administratives subalternes et sans fonction décisionnelle ou conférant un quelconque pouvoir.

Le nazisme a développé des politiques natalistes et, dès 1935, des programmes de production de masse pour une « race pure » d'Aryens, notamment en créant les Lebensborn en Allemagne et dans d'autres pays occupés.

Les Lebensborn étaient des maternités ou pouponnières où des femmes, consentantes ou contraintes, accouchaient d'enfants conçus avec des soldats allemands, des enfants offerts au régime nazi. De 1942 à 1944, deux Lebensborn ont existé en Belgique : l'un à Wegimont dans la commune de Soumagne et le deuxième à Wolvertem dans la commune de Meise.

La lutte syndicale et féministe contre la droitisation

Les médias les plus populaires se sont faits, durant plusieurs années, les relais d'une droite et d'un patronat de plus en plus arrogants dans leur remise en cause des droits syndicaux. Et cela, même si depuis quelques mois, on constate un léger changement d'état d'esprit dans la presse devant les différents mouvements au sein de la population mobilisée hors des syndicats sur des questions en partie similaires.

Les partis néo-conservateurs se nourrissent des ressorts les plus puissants de notre psychologie humaine. Ils instrumentalisent le sentiment d'insécurité, de perte de statut et d'identité de groupes qui sont de plus en plus nombreux au sein de la population. Enfin, certaines personnalités malfaisantes issues des milieux de la classe moyenne, lesquelles sont très sensibles à des discours qui opposent le « nous » aux « eux », transforment la colère des gens contre le système en une colère contre les minorités, mettent en avant le danger de «eux» (réfugiés, migrants ou autres minorités) contre nous. Au bout du compte, ce type de discours polarisant nuit à la cohésion de la société.

La formation politique reste un des enjeux majeurs pour contrer la poussée des populistes et de l'extrême droite, très actifs sur la toile et dans les réseaux sociaux. Les nouvelles organisations du travail (télétravail, management, etc.) ont développé et exacerbé l'individualisme des travailleurs, ce qui rend plus difficile l'échange autour de nos positions et la mobilisation. Nous devons veiller à occuper également l'espace de la communication numérique et fournir des efforts pédagogiques. Nos valeurs doivent être rappelées, réappropriées par les travailleurs et remises à l'avant-plan. Par exemple, on parle beaucoup du coût de l'accueil des migrants alors qu'il est sans commune mesure avec le coût de la fraude fiscale ! Le syndicat ne doit pas hésiter à entamer le dialogue avec des personnes qui nous sont opposées. Nous devons reprendre l'habitude de la confrontation d'idées.

On voit dans la pratique que la droite ne défend qu'un féminisme de pure forme. Dans la réalité, leurs politiques ont visé et visent plus particulièrement les revenus et les droits des femmes travailleuses et allocataires sociales, comme la suppression de l'allocation de garantie de revenu (AGR), la diminution des droits des cohabitants et les périodes assimilées, … Les propositions en vue de plus d'égalité de genre sont bloquées (renforcement de la loi de 2012, des droits en cas de maternité, …).

La question des droits des femmes prend de plus en plus de place avec l'importance grandissante du nombre de femmes seules avec enfants et l'accroissement de la pauvreté dans ces familles monoparentales. Nous restons toutefois persuadés que les syndicats sont un bon rempart contre l'avancée des idées d'extrême droite. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'extrême droite est davantage présente dans des pays où le taux de syndicalisation est bas et si elle s'en prend aux syndicats. Le groupe fasciste flamand « Schild en Vrienden » lui aussi s'en prend d'ailleurs ouvertement aux syndicats mais également aux féministes.

4 Ecologie et environnement dans le discours de l'extrême-droite

Parmi les éléments de discours des partis d'extrême droite actuels[7], on remarque dans certains cas une attention portée à la défense de l'environnement. Dans un contexte où la préservation des ressources planétaires et la lutte contre le réchauffement climatique sont des enjeux de société majeurs, il convient d'être attentif à la portée des discours sur le sujet.

Les courants et arguments d'extrême droite se revendiquant d'une prétendue défense de l'environnement sont variés, allant d'une écologie identitaire et autoritaire profonde (s'approchant du concept d'«écofascisme ») à un simple greenwashing électoral. L'objectif ici n'est pas de décrire ces courants mais de mettre en avant les éléments de discours « écologistes » pouvant porter en eux des valeurs de rejet et d'exclusion.

Mais d'abord, commençons par rappeler que dans la majorité des cas, les politiques d'extrême droite qui ont été réellement appliquées ont eu des effets néfastes sur l'environnement, au sens large.

Les exemples dans le monde entier sont (malheureusement) nombreux :

- Brésil, Jair Bolsonaro : Accélération de la déforestation, assouplissement des règles de restriction de développement des terres indigènes (convergences politiques anti-environnementales et « anti-indigènes »), démantèlement des politiques de protection de l'environnement, …
- Etats-Unis, Donald Trump : Politiques de déréglementations environnementales, autorisations d'extraction de combustibles fossiles sur des terres fédérales protégées (p.ex., en 2021, mise en vente aux enchères de forages de pétrole et gaz de certaines parties de la Réserve nationale naturelle de l'Arctique), sortie des accords de Paris, …

7 A noter que l'appropriation de discours relatifs à la protection de la « nature » par les partis d'extrême droite n'est pas une nouveauté, mais l'objectif ici n'est pas d'analyser cet historique mais de nous concentrer sur les discours actuels.

- Pologne, Andrzej Duda : Développement de l'industrie du charbon, déforestation, sortie du Green Deal, …

- Turquie, Recep Tayyip Erdogan : Développement de mégaprojets énergivores : Nouveau tunnel construit sous le Bosphore, nouvel aéroport à Istanbul, projet de dédoubler le détroit du Bosphore en construisant le canal Istanbul, voie d'eau artificielle de 45 km, …

- Suède : Pays ayant historiquement des ambitions en matière de lutte contre le réchauffement climatique, mais dont l'élection d'un Premier ministre de centre droit avec le soutien de l'extrême droite en octobre 2022 change la donne. Premier signal d'alarme : le ministère de l'Environnement a été placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie et de l'Énergie.

- …

Voici ensuite un rapide décryptage des arguments que l'on retrouve dans certains discours de mouvements d'extrême droite[8] :

- **Une approche démographique de l'écologie :** Un premier argument, d'inspiration malthusienne, est celui de la surpopulation comme cause du dérèglement climatique. Cet argument, en plus de viser les populations "du Sud" pour leur plus fort taux de natalité, se construit sur une vision erronée des ressources. En effet, le problème n'est pas le manque de ressources mais leur mauvaise répartition causée par le capitalisme. À la place, cet argument est chargé de racisme et véhicule une image pessimiste de l'humain comme "parasite".

- **Le retour à la nature :** L'appel à "la nature" peut être utilisé par les franges réactionnaires des écologistes afin de naturaliser les rapports sociaux inégalitaires et de les rendre acceptables. Par exemple, Pierre Rabhi prônait la "complémentarité entre les genres" plutôt que l'égalité et s'inquiétait du caractère "contre-nature" de l'homoparentalité. Cet argument de la primauté de la nature permet également à l'extrême-droite de rejeter des pratiques telles que la PMA, l'avortement, l'euthanasie… qui ne seraient pas "naturelles" – et de s'opposer aux combats féministes et LGBT+.

8 Le texte qui suit est une reproduction de l'article de Juliette Léonard publié dans la revue « Camarade » de janvier 2023 (https://camarade.be/ecologie-et-extreme-droite-incompatibles/) Cet article a servi de base pour les discussions menées lors de l'atelier

Notons par ailleurs qu'il n'est pas si aisé de définir ce qu'est "la nature", les définitions divergent selon les lieux et les époques. De plus, d'un point de vue purement scientifique, la distinction entre ce qui serait "naturel" et ce qui serait "chimique" ou "non naturel" – sur laquelle se base notamment le label bio – est floue et artificielle : le terme chimique désigne ce qui est relatif à la chimie et en ce sens, une fraise est chimique. Ajoutons que ce qui est non transformé n'est pas forcément bon pour la santé : il est par exemple déconseillé de manger des amanites phalloïdes. Cette vision de "la nature" ouvre la porte à de nombreux discours confusionnistes.

Nous retrouvons dans cette idée un rejet de la "modernité" (qui peut se définir selon ce qui nous arrange), propre à l'extrême droite, qui viendrait corrompre une "nature" bonne par essence.

- **La romantisation d'un "passé mystifié" :** En lien avec ce rejet de la modernité, nous retrouvons le fameux "c'était mieux avant" cher à l'extrême droite que partagent certain·es écologistes, fantasmant une période où nous polluions moins. Ce discours s'accompagne souvent d'un rejet de la technologie, alors que celle-ci pourrait être émancipatrice dans une société non-capitaliste.

- **La tentation autoritaire :** Au vu de la situation climatique, il peut être tentant pour certaines personnes d'en appeler à une "dictature verte", la démocratie étant perçue comme incapable de répondre à une telle situation. Nous avons également assisté en France à l'inquiétante revendication d'un "état d'urgence climatique". Rappelons qu'un régime autoritaire est une composante de l'extrême droite et à l'heure de la montée des extrêmes droites européennes, nous devons être doublement vigilant·es.

- **La vision apocalyptique :** La collapsologie et sa principale idée d'un effondrement imminent se sont énormément diffusées ces dernières années, notamment parmi les écologistes. Pourtant, ce concept est régulièrement mis en cause en raison de ses aspects millénariste, fourre-tout, et eurocentré ainsi que pour les solutions individuelles et de repli prônées par ses défenseur·euses – plutôt que des solutions collectives et égalitaires.

  Au-delà de ces critiques, il est aisé pour l'extrême droite de s'accoutumer de ce discours effondriste. En effet, l'idée d'un déclin civilisationnel est centrale à l'extrême droite depuis sa constitution. Certains reprennent à leur compte cette idée d'effondrement en lui ajoutant une dimension culturelle. Ils articulent cette vision avec celle du choc des civilisations et certains, comme Guillaume Faye, théorisent l'accélération du grand remplacement en raison de la crise climatique. Cette idée d'effondrement alimente également un imaginaire de guerre civile et du survivalisme d'extrême droite.

- **Le rejet de la science :** Ce rejet de la science ne concerne évidemment pas toutes les franges écologistes et de nombreux scientifiques alertent chaque année sur la situation climatique. Néanmoins, force est de constater qu'au sein de certaines franges, il existe un rapport compliqué aux arguments scientifiques : nucléaire, label bio, ésotérisme, vaccins… Or, ce rejet de la science est une composante essentielle de l'extrême droite qui s'est constituée en opposition aux idées des Lumières, prônant le "bon sens" plutôt que la raison. Notons tout de même que les idées des Lumières sont critiquables à de nombreux égards, notamment en raison de leur caractère colonial.

  Rappelons, à l'instar des autres arguments exposés, qu'une méfiance envers "la science" n'amène pas de manière automatique vers l'extrême-droite. Néanmoins, il s'agit d'être vigilant et les manifestations anti-masques et antivax ont démontré que l'extrême-droite pouvait facilement s'approprier ces thématiques.

- **Le localisme :** Un des points phare de l'écologie est la promotion du "consommer local". Il est plus qu'urgent de définir ce que nous entendons par "consommer local" afin de fermer la porte à l'extrême-droite, qui appelle également à une revalorisation du local et des produits nationaux pour des raisons identitaires. Certains identitaires affirment même qu'il existe un lien naturel, quasi mystique, entre une terre et son peuple. Ce localisme identitaire prône la protection des particularismes de la civilisation européenne, entendez par là la protection contre le métissage.

L'écologie identitaire promeut ainsi la préservation des espaces de vie nationaux, la défense de la civilisation européenne, un retour aux valeurs ancestrales et naturelles et fantasme l'image du paysan enraciné. Dans cette logique, certains à l'extrême-droite prônent l'achat de fermes ou la création de communautés telles que les ZID (zones identitaires à défendre), comme c'est le cas de Youtubers tels que Papacito, Baptiste Marchais, Alain Soral…

En conclusion et face à ce risque d'appropriation des idées écologistes par les mouvements fascistes, voire à une recomposition du mouvement fasciste, il est plus qu'urgent de politiser notre discours écologique afin de ne pas laisser la possibilité pour l'extrême droite d'exploiter des arguments confusionnistes. Nous ne pouvons nous contenter d'un discours de façade "plus inclusif" avec des postures morales : il est plus que temps de mettre au cœur du débat écologique la question des rapports de production, plutôt que celle de la consommation. Imposons le débat autour de la production, à l'intérieur et en dehors de l'entreprise : de quoi avons-nous collectivement besoin et comment le produisons-nous ? Battons-nous pour plus de démocratie au sein de l'entreprise, ainsi qu'en dehors, afin de détourner la production des intérêts du patronat.

5 Enseignement, culture : entre propagande et radicalité

Continuons également à nous former et à former nos délégués afin de comprendre les différentes composantes de la pensée réactionnaire, leurs transformations et complexités.

Notre syndicat a un rôle primordial à jouer face à la situation climatique et il doit continuer à prendre et à affirmer ce rôle, de manière nationale comme internationale.

Les leaders de l'extrême-droite européennes ne cachent pas leur intention de gagner la bataille culturelle et de devenir hégémonique. Ils veulent banaliser leurs idées, les rendre respectables, et contaminer de la sorte les médias et les arts. Ils tentent de conquérir l'hégémonie culturelle, qui doit leur permettre d'obtenir l'adhésion du peuple, et par-delà, la légitimité du pouvoir. L'extrême-droite table aujourd'hui sur cette jeunesse, qui est devenue captive à leurs idées.

Cette bataille des idées et de la culture est essentielle. Elle passe par les médias, la création artistique, sans oublier l'école évidemment.

La stratégie de l'extrême-droite passe aujourd'hui par l'enseignement, en revendiquant un retour à l'école traditionnelle, en n'hésitant pas, comme on l'a vu en Belgique lors des mouvements contre l'EVRAS, à agiter la peur des parents vis-à-vis des cours d'éducation sexuelle et des théories du genre.

Il faut faire connaître l'histoire économique et sociale de notre ville, ses liens avec l'exploitation coloniale, déconstruire les stéréotypes identitaires, rappeler les hauts faits de résistance du monde ouvrier contre le nazisme, … pour cela, la création culturelle est un atout pour conscientiser tous et toutes des risques de l'extrême-droite.

Mais, les médias culturels sont abandonnés à l'argent. L'art « officiel » est devenu une niche pour riches, en rupture totale avec ce que vivent les gens. En Flandre, la droite a coupé tous les crédits aux associations culturelles progressistes, qui étaient particulièrement créatives et novatrices.

Tout se passe aujourd'hui via les réseaux sociaux, sous nos radars. L'extrême-droite l'a très bien compris et investit la toile à grand renfort de moyens. Nous sommes littéralement restés en rade sur cet enjeu des nouveaux médias virtuels.

Le mouvement syndical ne met plus les performances artistiques à l'avant scène de ses luttes, de ses manifestations publiques. Il y a pourtant un important travail à mener de déconstruction de la culture dominante. Les mouvements citoyens comme Hart Boven Hard, Tam-Tam, Coalition 8 mai et autres l'ont compris, en innovant dans les modes de communication. Le rap, le slam et tous ces nouveaux modes de révolte urbaine devaient être davantage valorisés dans nos outils d'expression syndicale. Il existe de nombreux espaces libres à investir dans la ville pour exprimer nos aspirations à un monde meilleur, libre, égalitaire et fraternel.

Notre communication doit être pensée comme une guérilla urbaine.

6 Racisme et antisémitisme

Nous savons que les races n'existent pas sur le plan biologique, mais leur invocation reste, pour nombre de gens insécurisés, une lecture facile du monde, qui catégorise, stigmatise hommes et femmes. Nombreux sont ceux et celles qui se voient attribuer une race donnée, une religion déterminée ou même s'en revendiquent eux-mêmes pour se protéger de cette société cosmopolite, qui leur est hostile.

Il ne s'agit pas de définir le racisme tant sur un plan juridique ou sociologique ou sous un prisme interdisciplinaire. Mais nous devons relever néanmoins que le Larousse définit le racisme comme "l'idéologie fondée sur la croyance qu'il existe une hiérarchie entre les groupes humains, les races, un comportement inspiré par cette idéologie ou de manière plus générale, une attitude d'hostilité systématique à l'égard d'une catégorie déterminée de personnes[9].

L'ostracisme reste très virulent sur les lieux de travail. Les compétences des travailleurs d'origine étrangère sont souvent galvaudées. Les préjugés raciaux restent nombreux. De véritables tabous racistes persistent dans l'esprit de corps de certains services. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que la question des signes convictionnels se focalise sur la religion présumée des personnes d'origine maghrébine, qui plus est des femmes.

L'hospitalité n'est pas vraiment une valeur partagée. Nous accueillons mal l'autre. Un racisme ordinaire, fait de préjugés inconscients, reste hélas de mise, y compris dans nos rangs. Si l'organisation syndicale en a pris la mesure, elle est bien en peine d'en éradiquer la pugnacité. Cette question doit rester tout en haut dans les priorités syndicales. Un important travail éducatif doit être mené.

Le monde du travail doit prendre conscience que le racisme est avant tout un outil de domination économique, qui vise à diviser les travailleurs et travailleuses, particulièrement dans le contexte d'austérité actuel.

9 Larousse: en ligne, https://larousse.fr/dictionnaires/francais/racisme/65932?q=racisme#65185

L'entreprise, lieu où plusieurs groupes se retrouvent pour produire, est devenu un lieu d'expression de la différenciation. Le travailleur migrant est considéré comme l'indésirable qui vole le travail de nationaux au chômage. Certaines situations conduisent à l'organisation de mécanismes de discrimination organisée directement ou indirectement.

Les travailleurs sans papier sont les esclaves d'aujourd'hui, avec lesquels la société d'accueil entretient un rapport très ambigu. Ils sont à la fois les repoussoirs de toute la misère du monde que l'on ne veut pas à côté de soi et une main d'œuvre bon marché, bien utile pour toute une série de travaux ingrats dont personne ne veut payer le juste coût social (que ce soit dans la construction, l'horeca, le nettoyage, l'aide aux personnes, le transport, la sécurité, … la liste est longue).

Il est important de se rappeler que la construction du métro bruxellois, comme bien d'autres grands chantiers urbains, n'aurait pas pu se réaliser sans cette main d'œuvre immigrée, venue sans le sous, pour travailler pour presque rien.

La sociale démocratie n'a pas réussi dans son ambition à réduire la misère dans le monde, que du contraire. Elle a failli dans les rapports nord-sud, en faisant passer l'exploitation post-coloniale des ressources naturelles, avant la coopération et le développement. Et pourtant, tout le monde sait pertinemment bien que la seule issue à la crise migratoire, c'est la paix et le développement. Mais qui s'en préoccupe…

C'est pourquoi un important travail de décolonisation de la pensée doit être mené. A ce titre, la rénovation du musée colonial de Tervuren est un échec. Ce travail doit aussi être mené au sein même de l'organisation syndicale. Nous savons bien que la croissance économique à laquelle nous aspirons reste à ce jour fortement tributaire de l'exploitation post-coloniale.

Conclusion

Il faut à tout prix vaincre notre timidité syndicale face aux argumentaires de l'extrême-droite qui envahissent la société et qui sont devenus très matures.

Les valeurs de la gauche et du mouvement syndical sont basées sur une solidarité générale, inclusive, généreuse, pour tous et toutes, tandis que les néo-conservateurs et l'extrême-droite utilisent un nous exclusif (nous contre eux : les immigrés, les jeunes, les femmes, les malades, etc.). Ce nous exclusif génère haine et violence. Il nous conduit à l'apologie de la mort, sur laquelle les régimes fascistes et nazis ont conquis l'adhésion populaire. Les luttes syndicales mobilisent au contraire nos aspirations à la vie, à la liberté, à l'égalité et à la fraternité.

Notre travail syndical se base sur des analyses comparatives scientifiques tandis que les néo-conservateurs simplifient leurs positions et communiquent uniquement avec des slogans et des symboles.

Le rappel des fondements politiques et idéologiques de l'extrême droite et de la pensée fasciste permettent de conclure que même si par moments, les syndicats dénoncent des situations identiques à celles dénoncées par les néo-conservateurs (par exemple : les personnes fortunées ne contribuent pas suffisamment à l'impôt), nous n'avons pas les mêmes objectifs car nous n'avons pas du tout les mêmes valeurs. La vision progressiste et syndicale est à l'opposé de celle de l'extrême-droite.

La position des syndicats dans la société leur permet aussi de répondre à un manque de confiance dans la démocratie qui s'est développé dans la population et qui peut constituer un terreau pour l'idéologie fasciste. Les Gilets jaunes mettent en avant, parmi leurs revendications, le développement d'une démocratie plus participative. Les syndicats sont et doivent demeurer un acteur de la démocratie.

Le travail du groupe ne fait que commencer. Nous plaidons pour un militantisme actif, plus visible.

Ont participé aux travaux du groupe :

Angel Bernardo Y Garcia Luis, Micheline Bruyninckx, Aurore Bureau, Eric Buyssens, Valérie Demeulemeester, Pietro Emili, Dominique Fervaille, Vincent Geraci, Florian Gillard, Mery Giraldo, Yacine Hamzi, Spéro Houmey, Camilla Laikauf, Gratia Pungu, Catherine Latour, Valentine Leonard, Juliette Léonard, Yves Lodonou, Chantal Matabisi, Gerard Mugemangango, Martijn Nelen, Joséphine Nono, Meena Oasini, Marisol-Soledad Revelo, Miguel Schelck, Antoine Struelens, Martine Van Campenhout, Gaetan Vandeplas, Emilie Vanhoestenberghe, Mathieu Verhaegen.

E.R. FLORENCE LEPOIVRE I RUE DE SUÈDE 45, 1060 BRUXELLES